



Secrétariat général
de la Communauté du Pacifique

Hina

Les femmes et la pêche

Numéro 10 - Décembre 2002

BULLETIN D'INFORMATION



Coordonnatrice : Kim Des Rochers, Rédacteur-correcteur (langue anglaise), CPS, B.P. D 5, 98848 Nouméa Cedex (Nouvelle-Calédonie). **Réalisation** : Section Information, division Ressources marines, CPS. Fax : +687 263818; mél. : cfpinfo@spc.int ; site Internet: <http://www.spc.int/coastfish>. **Imprimé avec le concours financier de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.**

Introduction

Bienvenue aux lectrices et lecteurs de ce dixième numéro de *HINA*.

Ce numéro fait le point sur les activités de la section Pêche en milieu communautaire et annonce le départ de Lyn Lambeth, chargée de la pêche en milieu communautaire et ancienne coordinatrice de ce bulletin. Parmi les activités de la section, sont évoqués une étude sur le rôle des hommes et des femmes dans la gestion et le développement de la filière thon aux Îles Fidji, la participation de la section au Colloque mondial sur le rôle des femmes dans le secteur des pêches qui s'est tenu à Kaohsiung (Taiwan) en novembre 2001, un nouveau programme de gestion des pêches en milieu communautaire aux Îles Marshall et un nouveau stage de formation à la pêche en Nouvelle-Zélande, qui cible plus particulièrement les formateurs de femmes engagées dans des activités artisanales de valorisation des produits de la pêche.

Dans la rubrique "Nouvelles de la région", vous découvrirez des articles et des nouvelles traitant d'une foule de sujets, notamment une étude de la FAO appelant à promouvoir des pratiques de pêche durable, une interdiction des phosphates visant à sauver les récifs coralliens du Commonwealth des Îles Mariannes du Nord, la présence de taux élevés de PCB dans les poissons de Guam, une interdiction de la pêche à l'aide de scaphandres autonomes aux Samoa américaines, le rôle des femmes dans la préservation de tortues de mer à Palau, les titres de propriété des autochtones australiens sur l'espace maritime, et bien d'autres choses encore.

Dans les "Nouvelles d'ailleurs", vous trouverez un rapport sur les secteurs d'intervention des femmes dans la filière pêche, les marées rouges dans les eaux qui baignent le Kenya, la gestion des pêches aux Philippines, un atelier sur le VIH/SIDA à l'intention des collectivités de pêcheurs de Malaisie et le reboisement des mangroves par des pêcheurs en Malaisie.

Je vous encourage à nous faire parvenir articles, documents techniques et nouvelles pour nos prochains bulletins. Il n'est pas néces-

Sommaire

Nouvelles de la section Pêche en milieu communautaire

par Ueta Fa'asilili p. 2

Nouvelles de la région p. 6

Généralités	p. 6
Palau	p. 8
Îles Marshall	p. 10
Guam	p. 11
Îles Mariannes du Nord	p. 12
États Fédérés de Micronésie	p. 12
Papouasie-Nouvelle-Guinée	p. 13
Samoa américaines	p. 15
Samoa	p. 16
Australie	p. 16

Nouvelles d'ailleurs p. 18

Généralités	p. 18
Malaisie	p. 21
Philippines	p. 22
Kenya	p. 23

Ouvrages et publications p. 23



saire que ces articles soient exclusivement consacrés aux femmes et à la pêche; ils peuvent en effet traiter de sujets qui intéressent toutes celles et tous ceux qui travaillent à quelque titre que ce soit dans la filière pêche, y compris les sujets ayant trait à l'environnement ou à la santé. N'hésitez pas non plus à nous faire parvenir vos observations et suggestions au sujet de ce bulletin à l'adresse suivante :

Section Information
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique
B.P. D5
98848 Nouméa Cedex
Nouvelle-Calédonie
Téléphone : (687) 26.20.00
Télécopieur : (687) 26.38.18
Mél. : cfpinfo@spc.int

Nouvelle coordonnatrice de la rédaction du bulletin *HINA, les femmes et la pêche*, j'espère que ces articles et ces informations vous intéresseront.

Kim Des Rochers

Section pêche en milieu Communautaire



Arrivées et départs – Départ de la chargée de la pêche en milieu communautaire

Lyn Lambeth, la chargée de la pêche en milieu communautaire de la CPS, a quitté l'organisation en décembre 2001, après trois ans et trois mois de service.

Pendant toutes ces années, Lyn s'est occupée d'une grande variété de questions concernant la participation des femmes dans les activités de pêche artisanale, notamment la formation des femmes aux méthodes de pêche durable, l'organisation d'ateliers nationaux sur le traitement des produits de la mer, la coordination du bulletin *HINA, les femmes et la pêche* et la préparation de manuels didactiques en collaboration avec l'Université du Pacifique Sud.

Lyn a également mené plusieurs études de référence sur le rôle des femmes au sein de collecti-



Lyn Lambeth, chargée de la pêche en milieu communautaire de la CPS, a quitté l'organisation après trois ans et trois mois de service.

ités de pêcheurs. Elle a participé au projet conjoint Secrétariat général du Forum/Agence des pêches du Forum/CPS visant à aider certains pays à élaborer leur plan national de gestion de la ressource en thonidés.

Les services qu'elle a rendus à la région et à la section Pêche en milieu communautaire sont inestimables; son départ va laisser un grand vide. Si l'on ajoute à cette perte les incertitudes qui planent sur l'avenir du poste dont elle était titulaire à la CPS, la section Pêche en milieu communautaire aura de sérieuses difficultés à atteindre ses objectifs dans les années à venir.

La section Pêche en milieu communautaire de la CPS souhaite à Lyn tous ses vœux de réussite dans sa nouvelle vie.

Étude sur le rôle des hommes et des femmes dans la gestion et du développement de la filière thon aux Îles Fidji

L'Agence des pêches du Forum collabore avec les autorités fidjiennes à la préparation d'un plan national de gestion et de développement de la filière thon; le Programme d'exploitation des océans Canada-Pacifique Sud offre son concours financier, et le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et le Secrétariat général du Forum des îles du Pacifique leur soutien technique. Ce plan de développement de la filière thon implique la prise en compte des rôles respectifs des hommes et des femmes dans cette filière et la mise en œuvre de stratégies visant à résoudre les problèmes pouvant résulter d'une discrimination à l'égard des femmes. En novembre 2001, la chargée de la pêche en milieu communautaire s'est rendue aux Îles Fidji afin d'étudier sur le terrain l'impact de ces problèmes sur le développement de la pêche thonière commerciale. La section Pêche en milieu communautaire a réalisé, pour le compte des Îles Salomon, de Palau et de Vanuatu et en collabora-

tion avec le Secrétariat général du Forum des îles du Pacifique, des études sur le rôle des hommes et des femmes dans la perspective de l'établissement de plans de gestion de la filière thon. La chargée de la Pêche en milieu communautaire a été aidée dans sa tâche par Margaret Leniston, conseillère au Secrétariat général du Forum des îles chargée des spécificités des hommes et des femmes.

Si l'on étudie les aspects sociaux et ceux liés à l'intervention de chaque sexe dans la préparation d'un plan de gestion de la filière thon, c'est pour s'assurer que les avantages de tout nouveau projet intéressant ce secteur d'activité sont répartis de façon aussi égale que possible entre l'ensemble des citoyens des Îles Fidji et que ses coûts potentiels sont dûment prévus. Les hommes et les femmes d'âges et de cultures différents, vivant dans des zones géographiques différentes, jouent des rôles différents aux Îles Fidji. Dans

ACTIVITÉ	ROLE DES HOMMES	ROLE DES FEMMES	RÉSULTATS/PROBLÈMES
Capture	Chefs et gérants d'entreprises, et armateurs et exploitants de navires (surtout des non-Fidjiens) Partenaires commerciaux Capitaines et hommes d'équipage embarqués à bord de navires appartenant à des flottilles locales et étrangères Employés de bureau et personnel administratif Personnel de soutien basé à terre (chaîne du froid, entretien et réparations, etc.) Manutentionnaires Pêcheurs pratiquant une activité artisanale et vivrière Propriétaires de pêcheries coutumières recevant des redevances pour les appâts	Chefs et gérants d'entreprises, et armateurs et exploitants de navires (surtout des non-Fidjiennes) Partenaires commerciaux Employées de bureau et personnel administratif	Hygiène et sécurité du travail Réglementation du travail Connaissance du droit du travail par les travailleurs Insécurité en matière d'emploi et de salaire (équipage sous contrat) Manque de formation pour les nouvelles recrues Problèmes sociaux et problèmes de santé (alcoolisme, VIH/SIDA, MST, etc.) Stabilité au sein de la famille et de la collectivité Coûts et avantages de l'échange d'une qualité de vie associée à des activités de semi-subsistance contre le niveau de vie qu'offre un emploi fixe Répartition inégale de la richesse, manque de possibilités d'investissement et d'emploi pour les ruraux et les femmes Conflit avec les propriétaires de pêcheries coutumières sur la question du paiement des droits de pêche des poissons-appâts et conséquences sur les ressources côtières exploitées par les hommes et les femmes
Transformation	Chefs et gérants d'entreprises Ouvriers travaillant dans les conserveries et les usines de découpe Personnel de soutien (techniciens de surface, ouvriers du froid, agents de sécurité, agents d'entretien, etc.) Employés de bureau et personnel administratif	Chefs et gérants d'entreprises Ouvrières travaillant dans les conserveries et les usines de découpe Personnel de soutien (techniciens de surface, ouvrières du froid, agents de sécurité, agents d'entretien, etc.) Employées de bureau et personnel administratif	Hygiène et sécurité du travail Réglementation du travail, réforme des conditions de travail Connaissance du droit du travail par les travailleurs Manque de formation et de possibilités de promotion Problèmes sociaux et problèmes de santé (alcoolisme, VIH/SIDA, MST, etc.) Faible rémunération des tâches essentiellement accomplies par les femmes et inégalité des salaires Stabilité familiale et communautaire Santé génésique des ouvrières Bien-être et santé des enfants Multiplicité des tâches accomplies par les femmes Coûts et avantages de l'échange d'une qualité de vie associée à des activités de semi-subsistance contre le niveau de vie qu'offre un emploi fixe Répartition inéquitable de la richesse, accès des femmes limité à des travaux mal rémunérés
Commercialisation	Commercialisation du thon frais Commercialisation de thons et de prises accessoires ne répondant pas aux normes de qualité à l'exportation	Commercialisation du thon frais Commercialisation de thons et de prises accessoires ne répondant pas aux normes de qualité à l'exportation	Sécurité sanitaire des aliments Développement durable Sécurité alimentaire
Activités indirectes	Travailleurs des secteurs privé et public liés aux pêcheries Prostitués et entremetteurs	Travailleurs des secteurs privé et public liés aux pêcheries Prostitués et entremetteuses	Pénurie de femmes participant au développement et à la gestion de la filière pêche au niveau de la prise de décision Risques de MST et de VIH/SIDA pour les professionnels du sexe et leur famille Prostitution de mineurs Violence et exploitation Problèmes découlant de la prostitution (sanitaires, protection, actes de violence, etc.)

le travail, la famille, la production économique et la vie de la collectivité, ils exercent des responsabilités différentes. Pour parvenir à un développement durable, il faut comprendre les rôles et les responsabilités des hommes et des femmes au sein de la collectivité et savoir comment se complètent leurs relations mutuelles.

Les retombées du développement rejaillissent, à des degrés divers, sur les divers segments de la société que représentent les jeunes, les hommes, les femmes, les personnes âgées, les Indiens fidjiens et les étrangers. En tant que groupe, les femmes sont souvent les

plus défavorisées et celles qui souffrent le plus de tout effet préjudiciable.

L'étude a permis de constater que, si les femmes ne constituent que 3 pour cent des personnes employées dans le secteur de la capture de la pêche thonière commerciale, elles représentent 64 pour cent des personnes employées dans le secteur de la transformation, voire 80 pour cent dans certaines sociétés, telles que la *Pacific Fishing Company Ltd. PAFCO*. Le tableau ci-dessous cite quelques-uns des rôles exercés par chacun et les résultats qu'ils produisent.

Colloque mondial sur le rôle des femmes dans le secteur des pêches à Kaohsiung (Taiwan)

La chargée de la pêche en milieu communautaire s'est rendue à Kaohsiung (Taiwan), en novembre 2001, afin de participer à un colloque mondial sur le rôle des femmes dans le secteur des pêches. En 1998, l'*Asian Fisheries Society* (Société des pêches d'Asie) avait organisé un séminaire sur le rôle des femmes dans le secteur des pêches en Asie, en parallèle avec le cinquième *Asian Fisheries Forum* (Forum des pêches d'Asie) tenu à Chiang Mai (Thaïlande). L'une des recommandations émises à cette occasion était qu'il serait bon d'examiner cette question plus en profondeur dans le cadre d'un colloque mondial et où les différents pays et régions pourraient profiter de l'expérience des autres. La Société des pêches d'Asie a donc accueilli à Taiwan le Colloque mondial en conjonction avec la sixième



Meryl Williams, directrice générale de l'ICLARM

session du Forum des pêches d'Asie. Des experts du monde entier — Amérique du Nord, Amérique latine, Europe, Afrique, Asie et Océanie — y ont fait des communications traitant le sujet de façon exhaustive.

Il avait été demandé à la section Pêche en milieu communautaire de coordonner les contributions d'experts océaniques de premier plan et d'en présenter la synthèse. Cela fut une excellente occasion de rassembler les informations sur le rôle des femmes dans le secteur des pêches qui n'avaient cessé de s'accumuler dans la région et de parler au nom du Pacifique devant un auditoire international. Les personnes invitées à y contribuer en Australie, en Nouvelle-Zélande et dans les îles du Pacifique ont accepté volontiers cette invitation, et le document qui en est résulté portait la signature de sept auteurs et de plusieurs autres intervenants.

Les Îles Marshall sur le point de lancer un programme de pêche en milieu communautaire

Le conseiller pour la pêche en milieu communautaire s'est rendu en République des Îles Marshall en août 2001 afin d'aider à la conception et à la mise sur pied d'un programme de pêche communautaire pour le compte de la *Marshall Island Marine Resources Authority* (MIMRA — Direction des ressources marines des Îles Marshall), en réponse à une demande adressée par les autorités de ce pays. Ce projet de programme aidera les collectivités insulaires à gérer leurs ressources halieutiques côtières. Dans ce cadre, le personnel de la MIMRA aidera les populations insulaires à élaborer des plans de gestion des pêcheries comportant des actions communautaires visant à empêcher l'exploitation incontrôlée des ressources halieutiques côtières de la République des Îles Marshall.



Danny Wase, directeur de la *Marshall Islands Marine Resources Authority* (MIMRA)

Le conseiller pour la pêche en milieu communautaire a présenté un projet de rapport au Conseil d'administration du MIMRA dans lequel il soulignait l'importance de ce programme pour la République des Îles Marshall, en particulier pour les populations vivant dans les îles les plus éloignées. Il y formulait aussi des recommandations essentielles ayant un caractère d'urgence et dont la MIMRA doit tenir compte pour garantir la réussite et la durabilité de cette action. Il insistait en particulier sur la nécessité urgente de recruter deux nouveaux agents, spécifiquement chargés de conduire les activités du programme communautaire. Le Conseil d'administration a donné son accord de principe à ce recrutement. Le conseiller pour la pêche en milieu communautaire retournera aux Îles Marshall pour former le personnel de la MIMRA.

D'après le directeur de cette instance, "... il convient d'examiner les dispositions à prendre pour maximiser les avantages qui peuvent être tirés de l'exploitation des ressources de notre ZEE à la lumière du développement du secteur

local. Il faudrait déterminer quelle serait la meilleure manière de faire participer les populations à la gestion et à l'exploitation de nos ressources halieutiques car, la pêche de subsistance fournissant à nos populations leur principale source de protéines, il importe d'attacher beaucoup d'importance à la conservation de ces ressources halieutiques. C'est dès maintenant, avant qu'il ne soit trop tard, qu'il faut prendre en main leur gestion et leur préservation si l'on veut s'assurer qu'elles seront toujours disponibles pour les générations à venir."



Stage à l'intention de formateurs en Nouvelle-Zélande

En décembre, la chargée de la pêche en milieu communautaire s'est rendue en Nouvelle-Zélande pour intervenir dans le "stage régional à l'intention de formateurs de femmes engagées dans des activités artisanales de valorisation des produits de la pêche", organisé par la section Formation de la CPS.

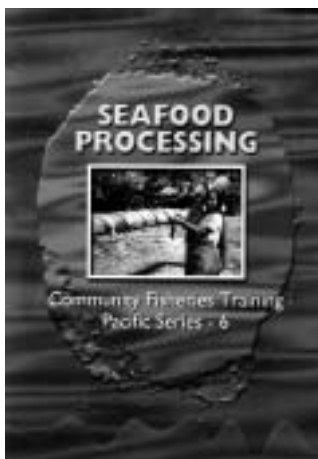
Les deux premières semaines de ce stage de trois semaines ont été axées sur les techniques de la vulgarisation, les manières de délivrer un enseignement à des adultes, l'art de la communication et de la présentation d'un exposé, la manipulation et le traitement des produits de la mer et la sécurité sanitaire des aliments. La dernière semaine a été consacrée à la transforma-

tion des coquillages, à la conservation et à la gestion des ressources halieutiques et à la gestion d'une petite entreprise. Ce stage a été conçu à l'intention de personnes qui forment, au niveau villageois, des femmes à divers aspects de la pêche. Il a été suivi par des hommes et des femmes originaires des Îles Cook, des États fédérés de Micronésie, de Kiribati, de Papouasie-Nouvelle-Guinée, de Wallis et Futuna, du Samoa, des Îles Salomon, de Tuvalu, des Tonga et de Vanuatu.



Publications et information

Les deux derniers manuels de la série *Formation à la pêche en milieu communautaire* seront disponibles prochainement. “Gérer une petite entreprise” et “Gérer les ressources halieutiques” complètent la série de huit modules produite par l’Université du Pacifique Sud et la section Pêche en milieu communautaire de la CPS. Initialement conçus pour répondre aux besoins du module de pêche dispensé chaque année aux étudiants du Centre de formation à l’éducation communautaire de la CPS, les manuels sont désormais destinés à servir dans l’ensemble de la région. Voici les titres du jeu complet de ces manuels :



1. La pêche
2. Les produits de la mer dans notre assiette
3. Les végétaux marins
 - 3a. Le guide des végétaux marins comestibles et à usage médicinal courants des îles du Pacifique
 - 3b. Comment préparer les légumes de mer : recettes pour les îles du Pacifique
4. L’altération des produits de la mer et les maladies qu’elle provoque
5. La manipulation des produits de la mer
6. La transformation des produits de la mer
7. Gérer une petite entreprise
8. Gérer les ressources halieutiques.

Nouvelles de la région



GÉNÉRALITÉS

Les pays de la région instamment invités à promouvoir des pratiques de pêche durable

Selon l’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), la disparition annoncée de la pêche de subsistance au profit de la pêche commerciale dans les îles du Pacifique pourrait conduire à une surpêche.

La FAO a été le porte-drapeau de la campagne destinée à inciter les pays de la région à appliquer le Code de conduite pour une pêche responsable, entériné par plus de 170 États membres de l’organisation afin de prévenir la surpêche et les méthodes de capture de poissons désastreuses.

La menace d’épuisement de cette ressource naturelle s’est aggravée avec l’arrivée des petits pays de la

région sur un marché mondial déréglementé, entièrement livré à la concurrence. Les États et territoires océaniques dépendent dans une large mesure de l’océan pour assurer subsistance et gagne-pain à leurs populations, et beaucoup considèrent leurs ressources marines comme leur plus grande richesse et leur principale source de devises.

Les États membres de la FAO, parmi lesquels les Îles Cook, la République des Îles Fidji, Kiribati, les Îles Marshall, Niue, Palau, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Samoa, les Îles Salomon, les Tonga et Vanuatu, produisent chaque année près de 200 000 tonnes de poissons représentant une valeur d’environ 400 millions de dollars américains. Les espèces

de thonidés contribuent grandement à l'entrée de devises dans les États et territoires océaniques, lesquels, par ailleurs, perçoivent des redevances non négligeables au titre des droits de pêche qu'ils octroient à des thoniers étrangers pour opérer dans leur zone économique exclusive (ZEE).

Dans le Pacifique occidental et central, c'est environ un million de tonnes de thons qui est pêché chaque année — soit 30 pour cent du volume de thons capturés dans le monde — représentant quelque deux milliards de dollars. Les États et territoires océaniques fournissent 60 pour cent du thon utilisé par l'industrie mondiale de transformation du thon.

Les principaux producteurs de poisson sont les Îles Salomon, les Îles Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Kiribati. Les revenus tirés de la pêche représentent près de la moitié du produit intérieur brut (PIB) de Kiribati, environ 20 pour cent du PIB des Îles Salomon et 18,5 pour cent de celui des Îles Marshall.

Cependant, pour abondante que soit cette richesse naturelle, elle ne durera pas longtemps si de sages pratiques et politiques de pêche ne sont pas adoptées. Réunis récemment à Port-Vila (Vanuatu), les ministres de l'Agriculture de Kiribati, des Îles Marshall, de Niue, du Samoa, des Îles Salomon, des Tonga et de Vanuatu et un représentant des Îles Fidji ont souligné la nécessité d'adopter des pratiques de pêche qui ne laissent pas les générations à venir démunies.

Ces pays sont également partie à plusieurs traités multilatéraux visant à la conservation des ressources halieutiques. À l'heure actuelle, le traité le plus important passé entre des États et territoires océaniques est la Convention sur la conservation et la gestion des stocks de poissons grands migrateurs du Pacifique occidental et central.

La pêche de subsistance, pratiquée à proximité des zones côtières, est une source alimentaire importante

pour ces pays et elle obtient souvent des rendements supérieurs à ceux de la pêche commerciale. La disparition probable de cette pêche au profit de la pêche commerciale en zone côtière pourrait conduire à une surpêche. Une poussée de la demande de poissons de récif vivants pour la restauration dans les pays d'Asie du Sud-Est et de l'Est a suscité une vague d'inquiétude quant à la surexploitation des zones de reproduction des poissons dans le Pacifique et a mis en lumière la nécessité urgente d'édicter des politiques pour réglementer le commerce de poissons de récif vivants.

L'absence d'informations statistiques appropriées complique la tâche des responsables de la gestion des pêches des États et territoires insulaires soucieux de préserver et de gérer les stocks de poissons côtiers. Suite à une recommandation adoptée par les ministres de l'Agriculture du Sud-Ouest du Pacifique réunis en avril 1999, le Bureau régional de la FAO pour les îles du Pacifique, dont le siège est au Samoa, a lancé un projet quinquennal qui a pour objet d'améliorer les statistiques halieutiques de la région. Financé par le Japon, ce projet régional devrait aider les pays à établir des statistiques relatives à la pêche côtière et vivrière et à l'aquaculture plus fiables.

Les États et territoires océaniques devront également améliorer la sécurité sanitaire des produits de la mer en adoptant des pratiques conformes aux nouvelles règles applicables à l'importation de produits de la mer mises en vigueur en Australie, au Canada, au sein de l'Union européenne, au Japon, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis d'Amérique.

La FAO continue d'aider les pays de la région à se mettre en conformité avec les normes de sécurité sanitaire des aliments fondées sur le système d'analyse des risques et points de contrôle critiques (HACCP) afin de répondre aux conditions des importateurs du monde développé.

Pas de famine en Océanie, mais des inquiétudes

Les ministres de l'Agriculture de certains pays océaniques se sont réunis à Vanuatu pour débattre de la position que devrait présenter la région lors du prochain sommet de la FAO (Organisation mondiale pour l'alimentation et l'agriculture).

Ils passeront en revue les progrès réalisés depuis le dernier sommet qui s'est tenu il y a cinq ans et où 186 pays étaient convenus de diminuer de moitié, d'ici à 2015, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde. L'objectif était de voir ce nombre réduit de 20 millions chaque année. À ce jour, le chiffre atteint n'est que de huit millions.

En quoi cela concerne-t-il l'Océanie ? Au bureau régional de la FAO au Samoa, on convient qu'il est

difficile de présenter les îles du Pacifique comme une région souffrant de la famine. Certes, il y a quelques années, de nombreux habitants de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont dû être approvisionnés en vivres, après qu'une sécheresse puis une vague de froid inhabituelle ont détruit les jardins potagers des hauts plateaux. Bien sûr, après le passage d'un cyclone dévastateur, une période de sécheresse, une éruption volcanique ou tout autre catastrophe naturelle, les habitants de telle ou telle partie de la région sont tributaires de secours alimentaires d'urgence venus de l'extérieur.

Mais, la plupart du temps, ne suffit-il pas de tendre la main pour cueillir le fruit de l'arbre, ramasser ce qui sort du sol, prendre ce que le lagon nous offre ?

Oui et non. C'est certain, les Océaniens ont généralement la chance d'avoir l'approvisionnement régulier et suffisant que leur donne mère nature. Pour certains habitants des atolls, les denrées sont parfois peu variées, il est vrai, mais, le plus souvent, elles sont en quantités suffisantes.

Mais peut-on être certain que cet approvisionnement aujourd'hui restera suffisant ? Si le milieu naturel qui en est la source reste intact, la plupart des pays de la région devraient normalement être autosuffisants et produire assez de vivres pour nourrir leur population en augmentation, dans un avenir prévisible.

Dans ce cas, pourquoi tant de pays insulaires du Pacifique sont-ils de gros importateurs de denrées alimentaires ? Tout d'abord parce que certains produits importés sont moins chers que les produits locaux. La deuxième raison tient à l'évolution des régimes alimentaires.

En cinquante ans, les Océaniens sont devenus dépendants d'aliments importés qui les tuent. Ces derniers sont en général moins chers, ils se conservent plus longtemps; ils épargnent la peine de travailler le sol et de pêcher. Saturées d'aliments riches jusqu'à l'écoeurement en matières grasses, en sucre et en autres substances, les populations océaniques figurent parmi celles qui présentent le plus grand nombre au monde de cas d'obésité, d'hypertension artérielle, de diabète et de maladies cardiovasculaires. Elles souffrent aussi de malnutrition.

La malnutrition ? Oui. Les Océaniens meurent non d'un manque de quantité mais de qualité. Dans tout le Pacifique, ils dépendent d'aliments vides importés parce qu'ils sont plus faciles à obtenir et moins chers que les légumes, les fruits, les poissons frais et les autres sources de protéines animales qui faisaient la force de leurs ancêtres.

PALAU

À l'intention des femmes de Palau, une campagne d'information sur les tortues

Elizabeth Matthews, Palau Conservation Society

Les femmes sont le premier public visé d'une campagne d'information et de conservation ayant pour but de protéger les tortues marines menacées d'extinction à Palau. Ce sont les hommes qui chassent les tortues, et la capture d'une grosse tortue est considérée comme un haut fait, mais les femmes assument, elles, plusieurs fonctions-clés dans l'utilisation traditionnelle et culturelle des tortues et pourraient jouer un rôle majeur dans la conservation de ces animaux. Conscients de la place importante de la femme dans la capture et la consommation actuelles de nombreuses tortues, la *Palau Conservation Society*,

Ce problème n'est pas nouveau. Les autorités sanitaires tentent désespérément de le résoudre depuis des années, sans succès. Les Tonga ont récemment interdit l'importation de plates-côtes d'agneau et de mouton, produit bon marché mais extrêmement gras, dont la Nouvelle-Zélande inondait sa population. Les pouvoirs publics tongans espèrent ainsi réduire un taux d'obésité effrayant.

Mais les autorités insulaires devraient aller plus loin, peut-être en fermant les McDonald's, Kentucky Fried Chicken ainsi que les usines de Coca-Cola et d'autres aliments "à grignoter" qu'elles accueillent aujourd'hui comme des signes extérieurs de développement.

D'autres risques menacent les sources locales d'approvisionnement alimentaire et, partant, la santé des populations. De nouveaux organismes nuisibles pour les végétaux et les animaux se répandent dans la région. Les ministères de l'Agriculture commencent à s'inquiéter des dégâts causés à l'environnement par les pesticides, les produits chimiques et les engrais importés. L'érosion des sols, qui résulte du bouleversement irrémédiable du paysage par les entreprises de travaux publics, devient, comme la déforestation, un problème général.

Oui, les ministres océaniques chargés de l'agriculture et de l'alimentation auront des craintes à exprimer lors du prochain *Sommet mondial de l'alimentation : cinq ans après*, mais peut-être l'heure n'est-elle plus à la parole. L'approvisionnement alimentaire des Océaniens n'est ni sûr, ni sain et ni sans danger, contrairement à ce que beaucoup pensent.

(Source : *Pacific Magazine - Pacific Nius Online*, 3 septembre 2001)

la division des Ressources marines de Palau, le Service de la faune et de la flore sauvages de l'État de Koror (*Koror State Rangers*) et *The Nature Conservancy* tentent de modifier le point de vue des femmes sur l'amenuisement des stocks de tortues de mer.

Deux espèces de tortues marines pondent à Palau et viennent se nourrir dans ses eaux, à savoir la tortue verte (*Chelonia mydas* ou melob) et la tortue imbriquée (*Eretmochelys imbricata* ou ngasech). La première est chassée pour la consommation et la seconde pour sa carapace, mais elle est également capturée

en quantités limitées pour sa chair. Ce sont les femelles des deux espèces qui sont le plus recherchées parce qu'elles ont, paraît-il, une plus forte teneur en matières grasses et parce qu'on peut trouver des œufs à proximité. Les œufs des deux espèces sont également récoltés sur la plage. En 1999, une étude indiquait que 95 pour cent des nids de tortues étaient pillés.

Les populations de tortues marines à Palau subissent une pression de plus en plus forte. D'après une étude conduite à l'initiative de la *Palau Conservation Society*, on sait de source sûre que le commerce de la chair et de la carapace de tortue connaît une forte expansion depuis quelques années. Capturer une tortue reste une prouesse, mais la motorisation des embarcations permet de capturer et de transporter plusieurs animaux à la fois. L'habitat des tortues, surtout les plages, est menacé. Les œufs sont récoltés. Les tortues grandissent lentement et doivent attendre 25 à 30 ans pour pouvoir se reproduire.

À Palau, la carapace de la tortue bonne écaille sert à fabriquer une des monnaies traditionnelles qu'utilisent les femmes, un plateau ovale appelé toluk. Les femmes reçoivent et donnent des toluk. Elles en reçoivent également de la part du clan de leur époux en règlement de la préparation des repas à l'occasion de cérémonies coutumières. Les toluk sont fabriqués par des artisans spécialisés. Ceux-ci placent des morceaux d'écaille chauffés dans des moules. Une fois durcie, l'écaille est gravée puis polie. La carapace de la tortue bonne écaille est aussi une matière première très prisée pour la confection de bijoux tels que boucles d'oreille et bracelets. Autrefois, porter plusieurs bracelets d'écaille (klilt) était un signe de richesse. Aujourd'hui, n'importe qui peut acheter des bijoux d'écaille. Nombreux sont les magasins qui en vendent à Palau, en particulier ceux que fréquentent les touristes.

Les tortues de grosse taille sont de plus en plus rares. Les toluk fabriqués aujourd'hui sont donc le plus souvent plus fins et plus petits que les pièces plus anciennes. Les toluk anciens, de plus grande dimension, ont plus de valeur que les nouveaux. Bien qu'il soit difficile de fixer un prix pour un article dont la

valeur est liée à la tradition, on peut avancer que certains toluk parmi les plus anciens peuvent dépasser le millier de dollars américains. Les femmes conservent les pièces les plus anciennes. Au lieu d'en faire don, elles achètent pour les échanges des toluk plus petits et meilleur marché. Elles gardent les pièces de plus grande valeur et plus anciennes pour les cas d'urgence, par exemple des funérailles d'importance, où elles n'ont pas d'autre choix que de donner les plus belles pièces. Si la création de nouveaux toluk devait être interdite, on peut penser que les pièces anciennes seraient remises en circulation en plus grand nombre.

La chair de tortue, plus particulièrement celle de la tortue verte, est un aliment apprécié, considéré comme source de protéines de grande qualité et peu coûteuse. À une certaine époque, cette viande était réservée aux grandes occasions, comme l'intronisation d'un chef.

De nos jours, on trouve de la viande de tortue à acheter sur les marchés locaux. On sert aussi de la tortue lors de cérémonies coutumières. Bien que ce ne soit pas une obligation, servir ce mets ajoute au prestige de l'événement.

Légende de Palau :

Un couple de jeunes amants sont témoins du retour d'une tortue sur la plage où elle pond. Les amants se sont rencontrés pour la première fois sur une plage de l'île de Ngemelis, par une nuit sans lune. Au matin, la femme vit que son pagne qu'elle avait laissé sur un rocher avait disparu. Elle se confectionna à la hâte un nouveau pagne, les deux amants convinrent de se retrouver au même endroit deux semaines plus tard. De retour sur l'île, tandis qu'ils étaient enlacés sur la plage, ils furent dérangés par un bruit. C'est une tortue bonne écaille qui sort de l'eau pour pondre dans le sable. La jeune femme reconnut son pagne enroulé autour de la patte de la tortue. Dans l'obscurité de leur première rencontre, elle avait confondu le dos de la tortue avec un rocher. On le voit à Palau, les anciens, les premiers à raconter cette légende, savaient que le cycle de reproduction de la tortue était de deux semaines.

Les femmes jouent un rôle central dans la distribution des produits issus de tortues dans la société de Palau. Ce sont elles qui conçoivent les menus des fêtes, qui maîtrisent entièrement l'échange de toluk, qui portent les bijoux d'écaille. C'est pourquoi il importe de sensibiliser les femmes au sort des tortues marines à Palau. Bilung Gloria Salii, la femme la plus haut placée à Palau et sœur du Chef suprême Ibedul de Koror, participe à la campagne menée au niveau communautaire, sous l'impulsion de la *Palau Conservation Society*.

Dans ce cadre, des hommes et des femmes ayant statut de chef ont été invités à une conférence de Nicolas Pilcher, biologiste et spécialiste de la protection des tortues, bien connu dans la région.

Plusieurs femmes ont exprimé leur inquiétude quant à la situation et à la vulnérabilité des tortues marines après l'avoir entendu.

L'une d'elles, Ebilrechebong Adelina Isechal, qui occupe le second rang hiérarchique parmi les femmes de

l'État de Melekeok, a déclaré qu'ayant appris ce qu'il en était, elle ne mangerait plus ni œufs ni chair de tortue. Une autre participante, Laura Ierago, gouverneur de l'État de Sonsorol (qui alimente en bonne part le marché de Koror en tortues), éduque désormais ses administrés au sujet de la vie des tortues et de sa longévité.

D'avantage de femmes prendront part à la campagne d'information dans les mois à venir. Déjà, les tortues marines ont été inscrites à l'ordre du jour de la prochaine conférence des femmes de Palau (Mechesil

Belau), qui se tiendra du 20 au 22 mars. Chaque année, cette conférence réunit plus de 300 femmes venant de tout le pays.

D'autres interventions de moindre envergure seront faites auprès des populations locales dans tous les États de la République, du mois d'avril au mois de juillet. On espère qu'en influant sur les choix que font les femmes pour ce qui est des repas, des toluk et des bijoux, on parviendra à assurer l'avenir et la santé des populations de tortues marines de Palau.

ÎLES MARSHALL

Les algues pourraient remplacer le coprah sur les atolls des Îles Marshall, selon la FAO

“L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) des Nations Unies investit dans un projet pilote d'algoculture sur six atolls des Îles Marshall”, a annoncé le ministre John Silk.

Pour s'y préparer, des agents du service des pêches de ce pays devraient se rendre à Kiribati, où les algues sont produites à des fins commerciales, précise John Silk.

Ce projet, mis sur pied par la *Marine Resources Authority* (service national des pêches) des Îles Marshall, concernera Majuro, Arno, Jaluit, Ailinglaplap, Wotje et soit Rongelap soit Enewetak. La FAO y apporte une enveloppe de 179 000 dollars américains. Le descriptif de projet souligne que “les populations locales, surtout celles des atolls, ont sans aucun doute et de façon urgente besoin d'une source de revenus autre que le coprah”.

Il est prévu que la *Marine Resources Authority* et la Banque de développement des Îles Marshall mettent en place un fonds d'affectation spéciale renouvelable, ce qui permettra aux habitants des atolls de se lancer dans des activités artisanales liées à la pêche.

Les agriculteurs des îles éloignées seraient en mesure de commencer à cultiver des algues de manière durable, grâce à un capital d'amorçage. Le projet prévoit la formation de cinq étudiants de l'Université des Îles Marshall aux techniques algocoles.

D'après la FAO, la culture des algues est déjà une nouvelle source de revenus pour des pays comme les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie, les Îles Fidji et Kiribati.

(Source : *Marshall Islands Journal/PINA Nius Online*, 27 Août 2001)

Trop de pollution à Majuro

Pendant les mois de juin et juillet, l'Université des Îles Marshall (CMI) reçoit dans le cadre de son “université d'été” des étudiants de Majuro et des îles éloignées, parmi lesquels de nombreux maîtres d'école de l'ensemble du pays. Il a été remis à plus de 120 étudiants un questionnaire consacré à Majuro et à son environnement, demandant, par exemple, “Pensez-vous que les récifs de corail sont importants ?” et “Pourquoi aimez-vous vivre à Majuro ?”, pour recueillir l'avis des étudiants représentant de nombreux atolls des Îles Marshall.

Sur les 29 pour cent d'étudiants venus des îles éloignées pour passer l'été à Majuro, 70 pour cent ne souhaiteraient pas vivre dans la capitale en permanence. Pourquoi ? Selon eux, malgré tous les avantages qu'offre Majuro, il y a trop de monde et le lagon est trop sale.

Et que pensent de leur île les étudiants originaires de Majuro ? Dans la majorité (65%), ils aiment y vivre, la raison première étant qu'ils y trouvent de nombreuses possibilités de formation mais aussi pour beaucoup d'autres raisons (la nourriture variée, Internet, les moyens de transport). “Et puis, on s'y amuse !”.

Toutefois, 99 pour cent des étudiants sont d'avis que le récif devait être protégé. S'il ne l'est pas, que restera-t-il à manger ? Sans récif corallien, il n'y a pas de vie marine, donc pas de nourriture. C'est pourquoi 81 pour cent estiment que l'extraction de corail devrait diminuer autour de Majuro, même si cela signifie moins de constructions sur l'île.

L'extraction de corail comme source de matériau de construction nuit gravement à la santé d'un récif.

Lorsqu'on enlève du corail, les conséquences sont multiples. Les populations de poissons décroissent (moins de nourriture disponible), le récif n'assure plus de protection naturelle (Majuro est alors exposée à l'assaut des fortes marées et des déferlantes) et de magnifiques écosystèmes disparaissent pour laisser la place à des "constructions indispensables".

Quelles solutions les étudiants imaginent-ils ? Quatre-vingt cinq pour cent d'entre eux se rendent compte qu'il y a beaucoup trop de voitures sur l'île et souhaiteraient voir moins de véhicules importés à Majuro. Pour quatre-vingt sept pour cent, il y a beaucoup trop d'ordures qui traînent à Majuro, que ce soit dans le lagon ou sur terre, et il est crucial que les gens jettent les ordures dans les poubelles placées à cet effet plutôt que sur le récif et dans le lagon.

De nombreuses suggestions ont été faites pour la protection des récifs coralliens autour de Majuro, mais une idée fondamentale est revenue comme un *leitmotiv* : nous devons tous unir nos efforts. Pourquoi ne pas lancer des campagnes de ramassage des déchets ? Ou, au moins, installer des poubelles supplémentaires. Pourquoi ne pas édicter des règlements (et les faire appliquer) pour poursuivre les personnes (ou les groupes de personnes) qui polluent l'environnement ? Pourquoi ne pas surveiller le lagon de manière plus rigoureuse, pour empêcher

que l'huile des moteurs des bateaux de pêche et les ordures ménagères ne soient déversées dans l'eau ?

Avec de telles mesures, peut-être l'air, les terres et les eaux à Majuro souffriraient-ils moins qu'aujourd'hui de la pollution ?

Mais que peut faire dès à présent chacun d'entre nous ?

- Penser à jeter les déchets dans les poubelles et NON dans le lagon ou l'océan.
- Recycler ses canettes suivant le système mis en place par le CMI.
- S'efforcer de réutiliser les sacs et les bouteilles en plastique, par exemple, au lieu de les jeter et d'en acheter d'autres.

Pourquoi ne pas exprimer son point de vue par écrit ? Une lettre aux autorités publiques ou à l'EPA (Office de protection de l'environnement) ne peut qu'aider à améliorer la situation.

Les étudiants de l'université d'été du CMI originaires de nombreuses îles du pays ont bien compris les problèmes auxquels Majuro est confrontée en matière d'environnement. Ils veulent se faire entendre. Êtes-vous prêt à écouter ?

(Source : *Marshall Islands Journal*, 31 août 2001)

GUAM

Forte teneur en PCB découverte dans des poissons à Guam

Des prélèvements de tissus effectués sur des poissons, des crustacés et des mollusques évoluant dans les eaux à proximité de l'ancienne décharge de la Marine, à Orote Point, ont révélé une forte teneur en polychlorobiphényles (PCB). Dans un communiqué publié hier, les autorités conseillent d'éviter leur consommation. Leur teneur en PCB est largement supérieure aux normes du FDA (*Federal Food and Drug Administration*, des États-Unis d'Amérique) applicables aux taux de substances, selon des responsables du service de l'environnement. Au-delà d'un certain taux, les PCB sont soupçonnés de causer une grande variété de problèmes de santé, dont le cancer et certaines affections neurologiques.

La Marine, après avoir pris connaissance des résultats des analyses conduites en juin, a annoncé samedi que le poisson, les crustacés et les mollusques étaient contaminés par des "pesticides et autres substances chimiques". Les zones concernées sont la digue à Orote Point, la digue du nord et Barracuda Rock. Hier, Grace O. Garces, porte-parole de l'EPA (Office de protection de l'environnement) de Guam, a déclaré que l'analyse par la Marine de 28 échantillons avait mis en évidence des taux de PCB allant de 0,5 à 267 parties par million. Le taux admis par la FDA est de 2 parties par million.

La porte-parole de la Marine, le lieutenant Monica Richardson, a fait savoir hier que la source de contamination était encore inconnue et que la Marine collaborait avec l'EPA pour établir la façon de la déterminer.

Selon Mme Garces, les responsables de l'EPA de Guam préparent une série de recommandations à cet effet, qui comportera vraisemblablement une étude de la décharge d'Orote Point, aujourd'hui abandonnée, qui permettra de savoir en quelles quantités et à quel endroit des PCB y ont été déposées.

D'après une fiche d'information de la Marine, cette décharge de près de 4 hectares a reçu, de 1944 à 1969, des déchets ménagers, industriels et des gravats. On y apprend en outre, que des déchets ininflammables ont été jetés depuis la falaise sur la plage en contrebas.

Depuis, la Marine a recouvert la décharge et, en mars, a terminé une digue pour protéger le site des lames de fond et de l'érosion, précise le lieutenant Richardson. Les analyses effectuées en juin faisaient partie intégrante de ce projet.

(Source: *Pacific Daily News*, 25 septembre 2001)

ÎLES MARIANNES DU NORD

Un projet d'interdiction des phosphates des Îles Mariannes du Nord pour sauver les récifs

Bonne nouvelle pour l'environnement ! Le projet de loi visant à interdire la vente, la fabrication, la distribution et l'emploi de produits de nettoyage contenant des phosphates est à présent sur le bureau du gouverneur Pedro P. Tenorio après avoir été approuvé à l'unanimité par le Sénat des Îles Mariannes du Nord.

Il est prouvé que le phosphate, substance pourtant naturelle, est nocif parce qu'il n'est pas biodégradable. Mélangé à des détergents, il finit dans la mer où il provoque une surcharge en nutriments dans les eaux entourant les îles, pouvant conduire à une eutrophisation des eaux côtières.

L'eutrophisation — surcharge d'éléments nutritifs qui entraîne une désoxygénation de l'eau — provoque à son tour la destruction des récifs coralliens et de l'habitat qu'ils procurent à de nombreux organismes marins. Le projet de loi, qui proscribit l'emploi de détergents contenant des phosphates, habilite la division de la Qualité de l'environnement à réglementer la vente et l'emploi de produits chimiques à base de phosphore.

L'un des principaux auteurs du projet de loi est le sénateur Rosiky F. Camacho, mais l'idée en a été lancée par l'Association hôtelière des Îles Mariannes du Nord et c'est elle qui défend l'adoption de la loi avec le plus de vigueur.

Auparavant, la commission sénatoriale des affaires sanitaires et sociales, présidée par la sénatrice Maria "Malua" T. Peter, avait recommandé l'adoption du projet de loi 12-167, affirmant qu'il allait dans le sens des objectifs et la volonté du Sénat de protéger l'environnement, "en particulier la beauté originelle de nos lagons et de nos récifs."

Le texte prévoit toutefois des exceptions relatives aux produits de nettoyage utilisés dans les hôpitaux, les dispensaires et les cliniques vétérinaires, aux engrais pour la production agricole et aux produits chimiques employés dans les laboratoires.

Les détergents ou produits de nettoyage concernés par ces exemptions ne doivent pas contenir de phosphates ou de phosphore élémentaire à une dose supérieure à 0,5 pour cent.

Si ce projet de loi est adopté, les contrevenants à ses dispositions encourront une amende pouvant atteindre 25 000 dollars américains par jour d'infraction.

(Source : *Saipan Tribune/PINA Nius Online*, 4 septembre 2001)

ÉTATS FÉDÉRÉS DE MICRONÉSIE

Du mazout continue de s'échapper d'une épave au large de Yap

Du mazout continue de s'échapper d'un navire coulé à l'époque de la Seconde Guerre mondiale au large de Yap, et les autorités craignent que cette fuite ne menace l'écosystème de la région.

D'après un communiqué de presse publié hier par le bureau du gouverneur de l'État de Yap, un avion privé aurait repéré une nappe marbrée à plusieurs milles au large de l'atoll d'Ulithi, ce que confirment des photos.

Le 6 août dernier, du mazout s'est échappé du *Mississinewa*, bâtiment de guerre de 170 mètres coulé dans le lagon en 1944 par un kamikaze japonais, seul à bord d'un sous-marin de poche.

Cette fuite s'est déclarée après une tempête qui, supposent les autorités, aurait fait bouger le navire.

"Contrairement à la première fuite repérée en août, celle-ci se produit en pleine saison cyclonique et lais-

se présager une catastrophe d'une ampleur colossale", écrit le gouverneur de Yap, Vincent Figir, dans une lettre adressée au président des États fédérés de Micronésie, Leo Falcam.

À la suite de la première marée noire, la pêche avait été interdite dans le lagon d'Ulithi, qui est la principale source de nourriture pour les 700 résidents de l'atoll.

En attendant le feu vert du Congrès américain

Fin août, des plongeurs engagés par la Marine ont pu colmater les brèches de la coque du *Mississinewa*.

Les autorités de Yap avaient annoncé à ce moment-là qu'il restait probablement de grandes quantités de pétrole dans les soutes et que des tempêtes ultérieures risquaient de provoquer d'autres déversements. Hier, le gouverneur a réitéré la demande adressée par Yap au gouvernement américain de

pomper le reste du mazout, les États fédérés de Micronésie n'ayant pas les ressources financières, le personnel ni l'équipement nécessaires.

Le porte-parole local de la Marine, le Lt. Monica Richardson, a déclaré que l'évacuation du mazout restant par les États-Unis nécessitait l'accord préalable des dépenses par le Congrès et qu'il incombait au ministère de l'Intérieur ou au Secrétariat d'État d'en faire la demande. "Si le mazout restant venait à se répandre, c'en serait fini de l'atoll", avait dit au moins d'août John Sohlith, chargé de la gestion des opérations en cas de catastrophe dans l'État de Yap.

Le 6 août, la nappe de mazout avait déjà atteint l'île de Fais, à 75 km à l'est de son origine. L'interdiction de la pêche dans le lagon, principale source de nourriture pour les 700 résidents d'Ulithi, a été levée au milieu du mois de septembre.

L'État de Yap a lancé un appel d'offres pour l'évacuation du mazout restant dans les soutes du *Mississinewa*. La date limite de soumission était fixée au 20 décembre.

(Source : *Pacific Daily News*, 24 décembre 2001)

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

La Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'avant-garde de la campagne de sauvegarde des récifs coralliens du monde

La Papouasie-Nouvelle-Guinée est en première ligne de la bataille livrée pour sauver les récifs du monde, à en croire des chercheurs qui ont compilé l'état des lieux le plus détaillé jamais réalisé sur les récifs coralliens.

La Papouasie-Nouvelle-Guinée vient au cinquième rang des pays possédant des récifs coralliens, place confirmée par cette nouvelle étude. Toutefois, remarquent les scientifiques, à l'échelle planétaire, ces précieux écosystèmes marins occupent une superficie nettement inférieure à ce que l'on avait cru jusque-là. Bien que répartis dans 101 pays et territoires, où ils sont vitaux pour la pêche, la protection du littoral, le tourisme, la faune et la flore, ils occupent en effet moins de 0,1 pour cent des océans.

L'Atlas mondial des récifs coralliens, élaboré par le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (WCMC) du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) propose une nouvelle estimation de la superficie des récifs coralliens dans le monde.

"Notre nouvel atlas montre clairement que les récifs coralliens subissent de multiples agressions", déclare Klaus Toepfer, directeur exécutif du PNUE. "Ils se dégradent rapidement sous l'effet des activités humaines. Ils sont bombardés et empoisonnés, leurs stocks de poissons sont surexploités. Ils sont recouverts par les sédiments et étouffés par les algues qui se nourrissent des eaux usées et des ruissellements d'engrais, riches en éléments nutritifs. Ils sont endommagés par un tourisme irresponsable et gravement perturbés par le réchauffement des océans. Si chacune de ces pressions est déjà suffisamment néfaste en soi, ensemble, elles forment un cocktail qui s'avère léthal."

La Papouasie-Nouvelle-Guinée possède 13 840 km² de récifs, selon l'étude. Elle est suivie de l'Indonésie,

avec 51 020 km², de l'Australie (48 960 km²) et des Philippines (25 060 km²). La France arrive en quatrième position, avec 14 280 km² de récifs situés dans ses territoires d'outre-mer.

Or, 46 pour cent des récifs de Papouasie-Nouvelle-Guinée sont menacés de disparition. Ces conclusions font apparaître comme une nouvelle urgence la protection et la conservation de ces habitats importants, précieux et magnifiques.

"Beaucoup de récifs coralliens appartiennent aux nations les plus riches. Parmi elles, l'Australie, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis d'Amérique qui détiennent plus d'un quart des récifs de la planète; une ressource vitale dans des mains puissantes", estime Mark Spalding, auteur principal de l'atlas.

"Les estimations antérieures de la superficie des récifs coralliens, qui n'avaient pas l'avantage de s'appuyer sur nos cartes détaillées, sont deux fois, voire dans certains cas dix fois supérieures à ce que nous avons constaté", poursuit-il. "Par ailleurs, nous nous sommes aperçus que la dégradation des récifs est rapide dans presque tous les pays. L'atlas constitue une référence majeure sur la base de laquelle pourra être menée une action afin d'inverser ces tendances."

Une richesse pour l'humanité

Les récifs coralliens sont une source essentielle de nourriture pour des millions de personnes qui, dans la plupart des cas, n'ont pas d'autre source de protéines animales. Ils procurent également des revenus et des emplois dans le tourisme, les loisirs sous-marins et la pêche d'exportation; pour de nombreux villages côtiers, voire des nations entières, ils constituent la seule source de revenu et d'emplois.

Il faut ajouter les innombrables autres utilisations que l'homme peut en faire : ils fournissent des composés

pour l'industrie pharmaceutique. Ainsi, l'AZT, un traitement pour les personnes atteintes du SIDA, est fabriqué à partir de produits chimiques extraits d'une éponge corallienne originaire des Caraïbes, et plus de la moitié des nouvelles recherches sur le traitement du cancer sont axées sur les organismes marins.

Souvent qualifiés de "forêts tropicales humides des océans", les récifs coralliens abritent une extraordinaire variété de plantes et d'animaux marins (peut-être jusqu'à 2 millions), dont un quart de toutes les espèces de poissons marins. On a estimé que 10 pour cent seulement de ces espèces ont été répertoriées à ce jour par les scientifiques.

L'atlas donne les informations les plus récentes sur la biodiversité des coraux. La région où l'on trouve la plus grande diversité de récifs coralliens comprend les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, avec 500 à 600 espèces de corail dans chacun de ces pays.

Malheureusement, ce sont aussi quelques-uns des récifs du monde sur lesquels pèsent le plus de risques. En Indonésie, 82 pour cent des récifs sont menacés par des activités humaines telles que la pratique illégale de la pêche aux explosifs. C'est la méthode de pêche la plus destructrice pour les récifs coralliens. Les explosifs sont généralement lancés vers le récif et explosent à la surface de l'eau. L'onde de choc provoquée tue la majorité des espèces de poissons et cause d'énormes dégâts à la structure du récif.

Menace et conservation

Ce nouvel atlas du Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du PNUE se fonde sur des travaux scientifiques qui ont révélé que quelque 58 pour cent des récifs de corail de la planète sont menacés par des activités humaines. Il contient de nouvelles informations sur les impacts du réchauffement planétaire et du blanchissement des coraux, en particulier sur les ravages causés en 1998 par El Niño.

Il contient également de nouvelles données sur l'extension des maladies coralliennes qui affecteraient 106 types de coraux dans 54 pays. Il montre que des récifs coralliens entiers ont été décimés par la maladie aux Caraïbes.

Pour la première fois, l'atlas propose aussi des cartes des 660 aires marines protégées dans le monde qui contiennent des récifs coralliens. Il précise que, malheureusement, beaucoup de ces aires protégées n'existent que sur le papier, qu'elles sont mal gérées et qu'elles ne bénéficient que de peu de soutien, voire d'aucun.

La seule préoccupation des pays est souvent de lutter contre les impacts directs de l'homme sur les récifs, laissant de côté les sources de menace moins immé-

diates, en particulier la pollution et la sédimentation dues aux terres adjacentes.

"Souvent géographiquement éloignées des récifs, la déforestation, l'urbanisation et l'agriculture intensive produisent aujourd'hui d'énormes quantités de sédiments et de polluants qui se déversent dans la mer et attaquent rapidement les récifs coralliens, fréquemment situés à proximité des côtes", indique Klaus Toepfer.

"En tant que secrétariat du Programme mondial d'action pour la protection de l'environnement marin contre les sources terrestres de pollution, le PNUE s'efforce de coordonner l'élaboration d'un plan d'action intégré pour répondre à ce problème. Ce plan et les questions connexes figureront en tête de l'ordre du jour de la réunion ministérielle qui aura lieu cette année à Montréal pour faire le point sur le Programme mondial d'action."

Potentiel économique

L'atlas analyse les arguments économiques en faveur d'une meilleure gestion des récifs, ainsi que le revenu potentiel que représentent les 15 millions de plongeurs sous-marins dans le monde. Il présente une nouvelle base de données qui recense 2 500 centres de plongée dans 91 pays. Il indique que, bien organisée, la plongée peut redonner de la valeur aux récifs pour les populations locales et encourager la conservation.

Le tourisme peut devenir une force bénéfique, donnant de la valeur aux récifs aux yeux des populations locales et procurant souvent un revenu direct (par l'accès payant aux parcs marins) pour la gestion des aires marines protégées.

Selon J.E.N. Veron, responsable scientifique de l'Institut australien des sciences de la mer, qui a collaboré à l'atlas, les récifs font partie des principales richesses des pays en développement et, bien gérés, ils peuvent devenir une source permanente de revenus. "En Australie, les recettes procurées par les touristes étrangers dans la seule Grande barrière de corail sont supérieures à celles de toutes les industries australiennes de la pêche réunies", indique-t-il.

Une lueur d'espoir

"Le plus triste, dans cette disparition progressive des récifs, c'est qu'elle est totalement absurde", affirme Mark Spalding. "La protection et la gestion des récifs ne profitent pas simplement aux poissons : dans tous les cas, elles sont aussi une source d'avantages économiques et sociaux pour les populations locales. Nous avons déjà des dizaines d'exemples à travers le monde de systèmes de gestion des récifs à l'échelle locale, souvent mis en place par les populations. Ils ont provoqué d'innombrables gains de productivité et fait le bonheur des pêcheurs locaux. Ils représentent une lueur

d'espoir que nous devons exploiter pour faire passer le message aux autres", ajoute M. Spalding.

La principale initiative engagée à l'échelle mondiale pour faire face aux défis décrits dans l'atlas est le Réseau international d'action pour les récifs coralliens (ICRAN) avec lequel le PNUE, le WCMC et d'autres partenaires entendent enrayer le déclin des récifs coralliens. Après deux années de préparatifs, la phase d'action de l'ICRAN a été récemment lancée avec une subvention importante de la Fondation des Nations Unies (voir le site <http://www.icran.org>).

"L'ICRAN permet de coordonner de nombreuses activités isolées afin de changer réellement les choses sur le terrain, là où les besoins des populations comptent", déclare Klaus Toepfer. "Les partenaires de l'ICRAN travaillent maintenant à trouver les ressources financières considérables qui sont nécessaires pour instaurer la gestion des récifs coralliens de façon plus durable dans toutes ces régions. Nous espérons que des aides supplémentaires nous permettront d'élargir l'ICRAN à toutes les zones coralliennes du monde. L'atlas que nous présentons aujourd'hui est un outil majeur pour soutenir cette action concrète."

Le PNUE a mis en place une unité spéciale chargée de prendre des initiatives dans ce sens au sein du système de l'ONU et a accepté de soutenir l'unité de coordination de l'ICRAN (voir <http://www.unep.ch/coral.html>).

Dans le cadre de son Initiative des voyageurs (voir <http://www.uneptie.org/pc/tourism/>), il œuvre aussi activement à la promotion d'un tourisme responsable dans les régions coralliennes et les autres environnements fragiles; il est également l'un des coordonnateurs des Nations Unies pour l'Année internationale de l'écotourisme, célébrée en 2002.

"Le développement du tourisme de masse, associé à la popularité croissante de la plongée sous-marine, a fait prendre conscience au public de la situation catastrophique des récifs coralliens de toute la planète", indique Klaus Toepfer. "Mobilisons-nous tous maintenant pour faire obstacle à la dégradation des récifs coralliens décrite dans cet atlas et faire en sorte que cet écosystème unique continue de nous nourrir, de nous protéger et de nous éblouir, nous et les générations futures."

(Source : *PINA Nius Online*, 11 septembre 2001)

SAMOA AMÉRICAINES

La pêche en scaphandre autonome interdite aux Samoa américaines

Aux Samoa américaines, les personnes prises à faire de la chasse sous-marine à l'aide d'un scaphandre autonome risquent une amende de 35 à 500 dollars américains, la prison ou les deux, aux termes de la nouvelle législation.

Le directeur du département des Ressources marines, de la faune et de la flore (*Department of Marine and Wildlife Resources*), Ufagafa Raymond Tulafono, a signé les amendements à la réglementation administrative qui prévoient notamment une interdiction permanente de la pêche à l'aide d'un scaphandre autonome.

L'épuisement des stocks de poissons de récif est imputé à la plongée en bouteilles et à l'équipement de pêche de haute technologie utilisé aujourd'hui. De source autorisée, on apprend que, si rien n'est fait pour interdire ce type de pêche, certaines espèces de poissons de récif risquent purement et simplement de disparaître.

"C'est un jour à marquer d'une pierre blanche", s'est réjoui Ufagafa.

L'utilisation de toute sorte de harpon, sagaie et autre matériel de chasse sous-marine, de jour comme de nuit, est illégale.

"Dans le même temps, le programme de gestion des pêches en milieu communautaire a suscité l'intérêt de plusieurs villages qui souhaitent s'associer aux trois premiers villages qui ont lancé le programme", annonce la directrice du projet, Fatima Sauafea.

L'initiative de ces villages montre qu'il y a une prise de conscience des retombées positives du programme sur les récifs côtiers de l'île, selon Mme Sauafea, qui ajoute que les villages qui participent à la réalisation du programme, depuis son lancement l'année dernière, ont exprimé leur satisfaction.

Les responsables de la mise en œuvre du programme ont travaillé en collaboration étroite avec les villageois pour évaluer les résultats de leurs tentatives de gestion des ressources marines. Jusqu'à présent, d'après les villageois, leurs efforts sont "payants".

Le programme a été élaboré après la constatation par des chercheurs de la gravité de l'épuisement des ressources marines. De l'avis de Mme Sauafea, si les villages du littoral comprennent bien les conséquences de la surpêche et adhèrent au programme, ils ne manqueront pas, au bout du compte, d'en voir l'avantage.

(Source : *Samoa News/PINA Nius Online*, 30 janvier 2002)

SAMOA

Au Samoa, la mer n'est plus nourricière à cause de la surpêche et du déboisement des mangroves

On ne voit plus beaucoup de poissons de récif sur les étals du marché aux poissons de Savalalo.

Les professionnels de la pêche du Samoa accusent la surpêche et la destruction des mangroves. Selon Mikaele Faraimo, Puipa'a, le village où il habite dépend depuis toujours, pour l'essentiel de sa subsistance, des ressources récifales.

“Je suis pêcheur de métier et je remarque chaque jour la diminution des stocks de poissons dans nos eaux, dit-il. Alors que nos familles s'agrandissent et que les villageois continuent d'être attirés par l'appât du gain, la pêche dans les lagons de Puipa'a et de Toamua est une activité qui risque fort de disparaître.”

M. Faraimo indique que de plus en plus de villageois mouillent de façon permanente des pièges à poisson dans tout le lagon. La pêche au filet, qui épuise la ressource, est également devenue très populaire dans ces villages reculés.

Un autre pêcheur de Puipa'a, Shinn Ete, impute l'origine de la situation actuelle au déboisement de la mangrove.

Selon lui, nombreux sont ceux qui ignorent que la mangrove sert de lieu de reproduction aux poissons de récif. “Les gens coupent les palétuviers pour avoir du bois de chauffe et des matériaux de construction pour leur maison. Ils devraient être conscients des conséquences de leurs gestes sur l'environnement et sur les stocks de poisson. Les pouvoirs publics devraient réagir plus fermement face à de telles pratiques.”

Il affirme aussi que l'utilisation permanente de bouteilles d'air comprimé et d'autre matériel de plongée a contribué également au déclin de la ressource halieutique récifale. D'après lui, un pêcheur équipé d'une bouteille peut pratiquement passer deux heures sous l'eau. “Cela lui suffit pour “nettoyer” le récif. Et, ensuite..., qu'est-ce que le petit camarade à bord de sa pirogue pourra pêcher ?”

Shinn Ete a également mis en avant les changements climatiques et, en particulier, les variations de température de l'eau de mer.

D'après Niko Petana, de Leusoali'i, son village a de tout temps eu la chance de voir arriver des migrations saisonnières de mullets. Les villageois sans titre construisaient alors de hautes structures en bois pour observer les bancs de mullets pénétrer dans le lagon.

“À l'époque, on en capturait des paniers entiers. Il suffisait de prendre les poissons à la main”, dit-il. Lorsque les villageois ont commencé à capturer les poissons pour les vendre, les mullets ont cessé de venir. “Ça, c'est le seul tabou à propos des mullets. On ne peut les pêcher que tous ensemble et qu'en partageant nos captures entre nous. Lorsque les familles ont commencé à vendre le poisson au bord de la route, nous avons commencé à perdre notre ressource.”

“Aujourd'hui, on ne trouve pratiquement plus de mullets à Leusoali'i.”

(Source : *PINA Nius Online*, 27 janvier 2002)

AUSTRALIE

Le tribunal a statué : les titres de propriété des aborigènes s'étendent à l'espace maritime

Après le rejet, hier, par la Cour suprême de l'appel interjeté par le gouvernement fédéral dans une affaire qui fera jurisprudence, le droit de propriété des autochtones sur les espaces maritimes et les fonds marins de l'Australie a été reconnu.

Néanmoins, les Aborigènes et les Océaniens vivant dans le détroit de Torrès, qui détiennent ce droit, ne pourront pas interdire la pêche commerciale ou l'accès public à leurs eaux.

Le jugement tranchant l'affaire de Croker Island a pour effet qu'au moins 120 autres demandes d'octroi de titres de propriété sur les espaces marins qui entourent l'Australie déposées par des autochtones peuvent désormais être satisfaites.

Par une majorité de cinq voix contre deux, la Cour suprême a débouté le Commonwealth de l'appel qu'il a introduit contre la décision préalablement prise par le Tribunal fédéral de reconnaître que les

autochtones pouvaient être propriétaires d'espaces situés au-delà de la laisse de basse mer. Le Tribunal fédéral, réuni en séance plénière, avait lui-même rejeté un appel analogué contre la décision prise en 1998 par Howard Olney, juge du Tribunal fédéral.

Cette série de décisions entraîne que les parties requérantes dans l'affaire de Croker Island ont le droit de chasser et de pêcher dans les eaux qui baignent l'île et de protéger tout site ayant une signification spirituelle ou culturelle.

En 1994, Mary Yarmirr, une ancienne du clan de Mandilarri, l'un des six clans de la région, a revendiqué au nom des autochtones la propriété d'un espace maritime d'une superficie de 3 300 km², au large de Croker Island, au nord-ouest de Darwin.

Mais, par six voix contre une, la Cour suprême a débouté de leur appel Mme Yarmirr et les autres demandeurs aborigènes qui revendiquaient des droits exclusifs sur cette aire maritime.

Cette décision empêche les Aborigènes de cette région de restreindre ou de faire cesser les activités de pêche commerciale, d'extraction minière ou de tourisme sur les mers et les fonds marins.

Néanmoins, ils conservent des droits de concertation ou de négociation sur les opérations menées dans la région concernée.

Mme Yarmirr s'est, certes, déclarée satisfaite que les titres des autochtones aient été élargis aux espaces maritimes mais elle s'est dite déçue que la Cour suprême n'ait pas été plus loin. Elle a exhorté les autorités fédérales à suivre la voie tracée par le juge Michael Kirby, le seul à défendre l'appel des Aborigènes.

“Kalu marruka nganwinjku ba ngarri yurum — Notre droit est indissoluble”, a-t-elle déclaré pour résumer les sentiments des six clans de la terre d'Arnhem.

“Je suis très heureuse que les droits de propriété des autochtones pour lesquels nous luttons aient été reconnus et qu'ils s'étendent aux aires maritimes. Nous l'avons toujours dit, nos lois portent également sur les eaux.”

Toutefois, je suis très déçue que les autorités d'aujourd'hui ne les comprennent pas et ne reconnaissent pas notre système juridique”.

Mme Yarmirr, vice-présidente du Conseil des terres du Nord (*Northern Land Council*), a déclaré qu'elle espérait que le Parlement fédéral promulguerait finalement une législation qui accorde des droits de propriété plus importants aux autochtones.

“En tant que peuple originel d'Australie, nous poursuivrons notre combat jusqu'à ce que nos lois soient consacrées dans le Droit australien”, a-t-elle déclaré.

Pour Geoff Clark, président de l'ATSIC (Commission des aborigènes et des insulaires du détroit de Torres), “cette décision constitue un grand pas en avant dans la voie de la reconnaissance et du respect de nos droits”.

D'après lui, le gouvernement fédéral a gaspillé des millions de dollars pour lutter contre la reconnaissance des droits des autochtones devant les tribunaux.

Le ministre fédéral de la Justice, Daryl Williams, a déclaré que cette décision dissiperait toute incertitude juridique.

“Le Commonwealth se félicite des conclusions du tribunal qui reconnaissent les droits de propriété des autochtones sur les espaces maritimes mais qui en excluent le caractère exclusif”, a-t-il déclaré.

Selon Graeme Neate, président du Tribunal national chargé des droits fonciers des autochtones, 120 revendications portant sur des espaces maritimes, ou sur des espaces maritimes et terrestres, pourront désormais être portées devant la justice.

Certaines demandes ont été bloquées pendant des années dans l'attente de la décision définitive du tribunal dans l'affaire de Croker Island.

Il y a 61 autres demandes qui portent sur des revendications sur les espaces maritimes situés entre les lisses de haute mer et de basse mer.

Le maître de conférence de la Faculté de droit de l'Université de Melbourne, Maureen Tehan, a déclaré que ce jugement était l'un des plus importants en matière de droit foncier des autochtones, depuis les décisions de Mabo et Wik.

(Source : *The Age*, 12 octobre 2001)



Nouvelles d'ailleurs



GÉNÉRALITÉS

Où trouve-t-on les femmes dans le secteur de la pêche ?

“Beaucoup trop souvent, on pense que la pêche, c’est une affaire d’hommes mais, en Océanie, comme dans d’autres régions du monde, les femmes prédominent dans les secteurs de la transformation et dans celui de la commercialisation à petite échelle et elles sont très actives dans la pêche de subsistance”, a déclaré Lyn Lambeth, chargée de la pêche en milieu communautaire à la Communauté du Pacifique, au cours d’un colloque organisé récemment sur le rôle des femmes dans le secteur de la pêche. “Il est important que les chercheurs, les services des pêches et les professionnels reconnaissent que les femmes contribuent autant que les hommes aux activités de développement et de gestion de la pêche.

Dans les supermarchés et dans les restaurants d’Amérique du Nord et d’Europe, les poissons et les coquillages sont devenus à la mode et plaisent en particulier aux personnes soucieuses de rester en bonne santé. Rares sont les consommateurs qui ont conscience que les ressources halieutiques et autres ressources aquatiques vivantes restent la source naturelle d’approvisionnement alimentaire la plus importante au monde ou qui se demandent d’où viennent les produits de la mer qui sont dans leur assiette. Aujourd’hui, de plus en plus de poissons sortent des bassins d’aquaculture, le secteur de production alimentaire dont l’expansion est la plus rapide. Pour la plupart des habitants de la région Asie-Pacifique et d’une grande partie de l’Afrique et de l’Amérique latine, manger du poisson n’est pas une mode. C’est à la fois une tradition et une nécessité vitale. L’offre mondiale de poissons du monde provient, en majorité, de pays de ces continents où le poisson est surtout pêché ou élevé par des millions de petits — voire de très petits — producteurs. Pour plus de 120 millions de personnes, la pêche est la principale source de revenus, sinon la seule, et, pour un milliard d’entre elles, selon les estimations, c’est la principale source de protéines animales.

Il n’est donc pas surprenant que la présence de poisson dans les repas soit essentiellement due à la femme, à des degrés variés, selon le pays et le statut de celle-ci. Son rôle évolue aussi rapidement. Dans de nombreuses régions d’Afrique et d’Asie, les femmes pêchent beaucoup dans les rivières, dans les lacs et les marais. Dans le domaine de la pêche hauturière et de la pêche au large, les femmes s’emploient essentiellement, à terre, aux tâches qui réclament à la fois du temps et un savoir-faire telles que la fabrication et le ravaudage de filets, la transformation et la commercialisation du poisson. On leur doit, en outre, la rapide croissance de l’aquaculture. Dans des pays tels que les États-Unis d’Amérique, Taiwan, la Thaïlande et le Vietnam, on les voit à présent diriger des sociétés de pêche. Elles participent aussi activement à la transformation du poisson, soit chez elles, à une échelle artisanale, soit dans une usine qui travaille pour l’exportation. Aux États-Unis d’Amérique et au Canada, les femmes et les familles de pêcheurs se chargent souvent des formalités administratives, obtiennent des permis et des certificats de conformité, et elles deviennent le porte-parole de la filière lorsqu’il est question de la gestion des pêches. Dans le monde entier, le nombre des scientifiques femmes et des formatrices est en augmentation, dans le secteur des pêches.

Malgré l’image “dans le vent” du poisson et des produits de la mer, un grand nombre de familles de pêcheurs dans les pays en développement vivent dans la misère et, pour qu’elles s’en sortent, il faut que toute la famille s’y mette, femmes et jeunes compris. Malheureusement, dans le secteur des pêches, les femmes ne peuvent disposer, pour la plupart, ni de moyens matériels ni de moyens financiers; elles n’ont pas leur mot à dire dans la prise de décisions et l’accès à des postes à responsabilité, à la formation et à l’instruction leur est fermé. Quels défis la mondialisation et son cortège de contraintes — privatisation,

réduction ou suppression des subventions au secteur de l'agriculture et des dépenses publiques dans les services sociaux, exigence d'une meilleure qualité des produits, d'une plus grande interaction internationale souvent fondée sur des échanges en anglais — lance-t-elle aux petits pêcheurs et aux femmes en particulier ? Ceux-ci pourront-ils y faire face ?

Jusqu'à présent, la réponse est à mettre au conditionnel, d'après ce qu'en ont conclu les experts récemment réunis sur le sujet à l'occasion d'un colloque international "*Women in Fisheries: Towards a Global Overview*" ("Le rôle des femmes dans le secteur des pêches : un panorama mondial"), à Kaohsiung (Taiwan), le 29 novembre 2001. Ce colloque s'inscrivait dans le cadre du sixième Forum asiatique sur les pêches qui s'est déroulé du 25 au 29 novembre 2001. Les participants ont entendu des exposés de représentants de toutes les régions du monde. Ils ont examiné la situation des femmes dans les divers compartiments de la filière pêche et ont défini des axes de recherche et de développement.

Il en est ressorti que, si le monde prend de plus en plus conscience de l'inégalité entre les sexes et du fait que la pauvreté touche peut-être plus les femmes que les hommes, néanmoins, le progrès et les droits économiques des femmes dans le secteur de la pêche accusent un retard par rapport à d'autres secteurs. "Contrairement aux végétaux, vous ne pouvez pas voir les poissons dans l'eau ou dans un bassin, sauf lorsqu'ils s'alimentent. Aussi pourrions-nous peut-être commencer à "nourrir les poissons" ici afin que les femmes deviennent plus visibles dans le secteur des pêches", a déclaré Stella Williams, économiste issu de l'Université Obafemi Awolowo du Nigeria. Les programmes qui traitent du rôle des hommes et des femmes dans la société et de la défense de la cause des femmes ne touchent que rarement les femmes qui travaillent dans le secteur des pêches, et ce dernier a été long à comprendre qu'il fallait agir pour améliorer la situation des femmes dans ce secteur.

Dans les pays en développement, les femmes qui travaillent dans le domaine de la pêche restent cantonnées dans des tâches non déclarées et/ou des activités de subsistance qui, non seulement ne leur apportent que de maigres revenus et une sécurité sociale et professionnelle précaire, mais leur dénie toute reconnaissance ou assistance. Beaucoup perçoivent un salaire bien moindre que leurs homologues masculins et sont par rapport à eux des années-lumière en arrière en ce qui concerne l'accès à des sources de revenus et aux services qui amélioreraient l'efficacité, la rentabilité et la viabilité à terme de leurs activités. Qu'une activité de pêche prenne de l'ampleur ou se mécanise, et ce sont les hommes qui s'en emparent. Si des femmes travaillent dans le secteur de la production — par exemple dans les conserveries de thon dans le Pacifique — elles travaillent à la chaîne pour un salaire de misère, affirme Lyn Lambeth, chargée de la pêche en milieu communautaire du Secrétariat

général de la Communauté du Pacifique (CPS), en Nouvelle-Calédonie.

Partout dans le monde, le long des côtes et des rivières, les femmes pêchent des poissons et des invertébrés à la main, au filet, à l'aide de pièges, d'appâts ou en plongée. "Au Samoa, 18 pour cent des pêcheurs sont des femmes et leurs captures représentent environ 23 pour cent du poids total des produits de la mer capturés. À Niue, elles ramassent et reconnaissent au moins 40 espèces différentes d'invertébrés et d'algues comestibles. À Kiribati, c'est sur elles que repose la récolte du bivalve, *Anadara*, qui constitue l'une des ressources les plus importantes de l'île principale, South Tarawa. En Papouasie-Nouvelle-Guinée, on leur doit plus de 25 pour cent des prises annuelles de ressources marines et, poursuit Lyn Lambeth, dans l'État de Kosrae (États fédérés de Micronésie), les femmes sont réputées et respectées pour leur habileté à manier le filet.

Le rôle sans cesse croissant joué par les femmes dans l'aquaculture a également été mentionné lors du colloque. D'après Ida Siason, vice-recteur de l'Université des Philippines, dans l'archipel des Visayas, "en Asie du Sud-Est, la place des femmes dans l'aquaculture commence à être reconnue". Toutefois, selon Stella Williams, en Afrique, "les hommes prédominent nettement dans tout ce qui a trait à l'aquaculture, la pêche et l'agriculture. Dans la plupart des cas, les bassins sont la propriété des hommes, mais ce sont les femmes et les enfants qui s'en s'occupent".

La création de réseaux de spécialistes au Cambodge, au Laos, en Thaïlande, au Vietnam, aux Philippines et en Amérique latine, au cours des cinq dernières années, témoigne des progrès réalisés dans les pays et à l'échelle régionale dans l'amélioration du statut de la femme et l'atténuation de l'inégalité entre les sexes dans ce secteur.

Les mutations provoquées par la mondialisation lancent de nouveaux défis aux petits pêcheurs, en particulier aux femmes, mais leurs effets sur le statut des femmes se livrant à la pêche n'ont été ni recensés ni évalués de façon systématique, et les participants au colloque ont jugé que cette question méritait une attention urgente. Par exemple, Nai Hsien Chao et Chang ont indiqué qu'à Taiwan, des études ont révélé que la plupart des femmes travaillent dans des entreprises familiales avec un ou deux auxiliaires. Ces petites entreprises familiales n'intéressent pas la nouvelle génération et ne réussissent pas à obtenir une aide pour moderniser leurs équipements et devenir ainsi compétitives sur des marchés ouverts à la concurrence.

Puisque, dans les pays en développement, les femmes exploitent les ressources naturelles essentiellement à des fins de subsistance, il serait utile de reconnaître et de prendre en compte leurs savoir-

faire dans la conservation et la gestion de ces ressources afin de garantir la pérennité de celles-ci. D'après Parvin Sultana, du *World Fish Center*, c'est rarement le cas. Les études qu'elle a réalisées sur la gestion en milieu communautaire de plans ou cours d'eau qui se forment de façon saisonnière au Bangladesh montrent que les tentatives d'émancipation de la femme au travers de systèmes de gestion dont elles étaient exclusivement responsables ont échoué en raison du peu de respect qu'inspirent dans cette région des projets gérés par les femmes. "De nouveaux comités composés d'hommes et de femmes ont plus de succès dans la gestion de ces plans ou cours d'eau, ajoute Mme Sultana. On s'est également aperçu à cette occasion que les escargots, ramassés traditionnellement par les femmes et ignorés jusqu'à présent dans la gestion des pêches, se font de plus en plus rares et que cette ressource devrait faire l'objet de mesures de gestion contre la surexploitation, au même titre que les poissons."

La santé et la sécurité sanitaire des populations de pêcheurs sont également des questions auxquelles les participants au colloque ont donné un caractère d'urgence. L'épidémie du VIH/SIDA n'épargne personne. À la fin de l'année 2000, on recensait 36,1 millions de personnes atteintes du VIH/SIDA dans le monde et, au cours de cette seule année, 5,3 millions de personnes ont été infectées.

Des études épidémiologiques par profession sur le VIH/SIDA montrent que les gens de mer font partie des groupes les plus vulnérables, probablement en raison de certaines particularités de leur emploi. Des rapports sexuels non protégés et la précarité de la

sécurité du métier de marin sont liés par bien des aspects, la toxicomanie, l'alcoolisme, de longues périodes d'absence du foyer et la visite de prostituées. Selon diverses études, en Asie, le taux de prévalence du VIH chez les pêcheurs varierait entre 7 et 15 pour cent. En Tanzanie, en Afrique, les pêcheurs courraient cinq fois plus que les ouvriers agricoles le risque de mourir du SIDA.

Le colloque s'est terminé sur la conclusion qu'il importe d'obtenir de nouvelles informations par l'intermédiaire de chercheurs s'intéressant à la discrimination fondée sur le sexe, afin de mieux comprendre les problèmes qui se posent à cet égard dans le secteur des pêches, et d'être ainsi à même de concevoir des actions, des programmes et des politiques appropriés. Traiter de façon isolée le cas des femmes ne saurait suffire. Parallèlement aux mutations qui se produisent dans la société, le rôle des femmes évolue dans ce secteur et il conviendrait d'en faire davantage pour que les femmes deviennent des partenaires et des intervenantes à part entière dans les activités de pêche de manière à améliorer la qualité de l'alimentation de leurs familles et accroître leur niveau de vie.

Il faudrait les doter des techniques pour leur permettre de contribuer efficacement au développement et à la croissance durables du secteur de la pêche. Il est donc essentiel de promouvoir la participation et le pouvoir de décision des femmes dans les efforts de développement de la filière pêche car la survie et le bien-être des populations de pêcheurs dépendent de la contribution des femmes, en partenariat avec les hommes.

Les dix points névralgiques des récifs coralliens du monde

Une étude récente est venue contredire l'idée bien ancrée dans les esprits que les espèces marines résisteraient aux agressions résultant des activités humaines et que leur survie ne serait pas en danger en raison de leur vaste éparpillement géographique. Une carte a été tracée des zones d'endémisme de 3 000 espèces de poissons de récif, de coraux, d'escargots et de langoustes, qui ont tous besoin d'un habitat récifal sain pour leur survie. Les auteurs de l'étude ont constaté que des espèces relativement rares (à l'aire d'habitat limitée) sont regroupées dans 18 "centres d'endémisme". Parmi eux, on trouve des archipels géographiquement isolés, tels que les îles du Cap Vert (océan Atlantique) et l'archipel des Mascareignes (océan Indien), mais aussi des régions jouissant de liaisons multiples, telles que les Philippines et les Îles de la Sonde (Indonésie du Sud-Est), où la biodiversité marine est la plus riche. Ceci laisse à penser que de nombreuses espèces de récif sont potentiellement menacées d'extinction, même à l'intérieur du "triangle corallien" pourtant diversifié de l'Asie du Sud-Est. Dans le Pacifique tropical, les centres d'endémisme sont Hawaï, l'Île de Pâques, la Nouvelle-Calédonie et la Grande-barrière de corail.

L'étude qualifie de "points névralgiques" du récif corallien les dix centres d'endémisme en proie aux plus sérieuses menaces, et où il importe d'agir rapidement pour éviter la disparition d'espèces. Le fait que près de 60 pour cent des récifs coralliens de la planète soient menacés par les activités humaines atteste de la gravité du problème. Les Philippines et les Îles de la Sonde sont deux zones sensibles, et toute aggravation de la dégradation du récif dans des zones à haut risque telles que celles-ci pourrait gravement réduire les moyens de subsistance des populations locales de pêcheurs qui tirent leur nourriture de l'océan. Un grand nombre de récifs du monde entier sont détruits ou fortement détériorés du fait du réchauffement de la planète, du recours à des méthodes de pêche destructrices et à des activités terrestres telles que le déboisement, l'agriculture et le développement immobilier.

Les auteurs de l'étude suggèrent de ne pas limiter les efforts de conservation aux seuls points névralgiques qui ont été répertoriés mais de les faire porter également sur les autres centres d'endémisme et les zones récifales, encore "sauvages", relativement peu per-

turbées par l'action de l'homme. La Nouvelle-Guinée, dont les récifs sont pratiquement intacts par comparaison avec d'autres récifs de la planète, est l'une de ces zones. Il serait aussi possible d'intégrer conservation marine et conservation terrestre car 14

des 18 centres d'endémisme sont adjacents à des points névralgiques de la biodiversité terrestre.

(Source : *Science*, 15 février 2002 (295: 1280–1284))

Des voix féminines dans l'océanographie

Grâce au travail d'un grand nombre d'individus, le puzzle de l'histoire de la terre et de ses océans se reconstitue peu à peu. De plus en plus, les femmes contribuent de façon substantielle aux sciences de la mer". On peut lire cette affirmation sur un site Web qui encourage les jeunes femmes à faire des sciences de la mer leur métier et qui présente les carrières de

sommités féminines de l'océanographie et la façon dont elles ont fait honneur à cette profession. Apprenez comment ces femmes contribuent à notre compréhension et à notre amour de l'océan et comment elles travaillent au quotidien, en visitant le site : www.womenoceanographers.com

MALAISIE

Savoir, c'est pouvoir : des hommes, des femmes et des enfants de villages de pêcheurs malais sensibilisés aux thèmes de la toxicomanie et du VIH/SIDA

P. Balan, conseiller/coordonnateur, Penang Inshore Fishermen Welfare Association (PIFWA) - pifwa@hotmail.com

Dans le paisible village de Batu Kawan, l'Association d'entraide des pêcheurs côtiers de Penang, la *Penang Inshore Fishermen Welfare Association* (PIFWA), a réuni des pêcheurs, des femmes, des jeunes et des enfants à l'occasion d'un atelier consacré au VIH/SIDA et à la toxicomanie. La PIFWA a invité d'éminents intervenants du ministère de la Santé, du Programme national anti-drogue et des services de police à s'exprimer sur ces deux problèmes de société. La seule femme membre de l'assemblée de l'État de Penang était également présente pour apporter son soutien à cette initiative.

Les pêcheurs et leurs familles ont ainsi eu l'occasion d'en apprendre plus sur ces deux fléaux. Dans certains villages de pêcheurs, la toxicomanie touche une partie importante de la population et la police multiplie les opérations pour arrêter trafiquants et toxicomanes. Lorsque les maris et les pères s'adonnent à la drogue ou se livrent à ce trafic, ce sont les femmes et les enfants qui souffrent. L'atelier avait aussi pour objectif de sensibiliser les femmes, les jeunes et les enfants des communautés de pêcheurs aux ravages du VIH/SIDA. Leurs risques de contracter cette

maladie mortelle sont réels, vu l'utilisation qu'ils font de drogues intraveineuses et du faible niveau d'éducation de la population.

Les femmes, pour la plupart épouses de pêcheurs, contractent le VIH/SIDA lors de relations sexuelles avec leur mari infidèle ou toxicomane et sont mises au ban de la société. La venue de femmes, aux côtés de leurs maris et de leurs enfants, à un atelier où l'on parlait du VIH/SIDA et de la toxicomanie a véritablement marqué un tournant dans l'action de la PIFWA.

Souhaitons que cet atelier marquera également une nouvelle direction dans la vie de ces hommes et des ces femmes et qu'il leur permettra de prendre en main leur santé et celle de leur famille. En donnant aux femmes la puissance du savoir, on espère leur donner aussi les moyens de s'exprimer sur les comportements nuisibles qui fragilisent leur communauté. Dans les villages de pêcheurs, on le sait, ce sont les femmes qui maintiennent les liens de la famille et de la communauté. Dans quelque domaine que ce soit, leur détermination à agir ne pourra que faire avancer les choses.

Des pêcheurs reboisent la mangrove

P. Balan, conseiller/coordonnateur, Penang Inshore Fishermen Welfare Association, Penang (Malaisie)

En février, l'Association d'entraide des pêcheurs côtiers de Penang (PIFWA) a tenu un atelier de sensibilisation à l'importance de la mangrove. Il visait notamment à mieux faire comprendre aux pêcheurs la valeur de la mangrove, à en présenter les nombreux usages que l'on peut en faire et à évaluer l'état général des mangroves de Penang.

Il ne reste plus que 900 hectares de mangrove dans l'État de Penang, dont la moitié est classée réserve forestière. On estime que 130 hectares disparaissent chaque année depuis 1996. Parmi les causes de leur destruction, citons l'implantation de fermes d'élevage de la crevette, l'urbanisation et d'autres activités de "développement".

Après avoir constaté un déclin des prises de poissons au cours des dix dernières années, les pêcheurs côtiers de Penang ont soupçonné avec raison que la destruction des mangroves contribuait grandement à ce phénomène alarmant. Ce qui était autrefois une forêt de palétuviers luxuriante et prospère à Balik Pulau a cédé la place à des centaines d'hectares de bassins d'élevage de crevettes à Kuala Sungai Pinang et à Pulau Betong. Le même phénomène s'est produit à Sungai Chenaam et à Batu Kawan, dans la région de Seberang Perai Selatan.

Autrefois, les pêcheurs côtiers de Batu Kawan n'avaient pas besoin de s'aventurer en haute mer grâce aux mangroves qui pourvoyaient généreusement à leurs besoins. Aujourd'hui, la mangrove a disparu sous les quartiers résidentiels, le macadam et les chantiers de construction. La rivière Jejawi est polluée et les pêcheurs doivent s'éloigner des côtes pour capturer leur lot quotidien de poissons qui ne justifie même pas le coût d'une sortie et le temps passé en mer. La survie des pêcheurs est liée à l'existence de la mangrove car elle est le berceau des poissons qui évoluent ensuite dans la mer.

La mangrove de Penang abrite plusieurs espèces d'arbres : l'api-api (*Avicennia* sp.), l'espèce la plus commune, le bakau minyak (*Rhizophora* sp.) et le bakau kura (*Bruguiera* sp.). On y trouve de nombreux animaux aquatiques, parmi lesquels de nombreuses espèces de poissons, d'escargots, de bivalves, de crevettes et de crabes. Elle recèle également des reptiles (serpents, varans), des espèces d'oiseaux migratoires

et sédentaires, des insectes, des mammifères (des singes, notamment), des sangliers et des loutres.

Les écosystèmes de la mangrove prospèrent dans la zone intertidale où la forêt est couverte et découverte au gré des marées. Les arbres poussent dans des vasières et se caractérisent par un système racinaire complexe qui perce à travers la boue. Pour beaucoup d'espèces aquatiques, la mangrove est un lieu idéal pour nourrir et élever leurs petits tandis que les racines des arbres offrent un abri sûr aux juvéniles. La mangrove est également une source de nourriture et de médicaments pour l'homme. Sans elle, de nombreuses espèces aquatiques n'auraient pas où se réfugier et deviendraient des victimes faciles des prédateurs et d'autres dangers. Les pêcheurs de Penang ont signalé que la déforestation pratiquée dans la mangrove s'était traduite par une diminution progressive des prises de poissons au fil des ans.

Les pêcheurs de Penang ayant participé à l'atelier se sont montrés passionnés par tout ce qui avait trait à la mangrove. Ils comprenaient parfaitement pourquoi il fallait la protéger, conscients qu'elle protégerait à son tour leur subsistance. Pour les pêcheurs, mangrove et poissons sont inextricablement liés ; sans elle, il n'y aura plus de poisson dans la mer.

Depuis 1997, les pêcheurs ont planté plus de 25 000 plants d'arbres de mangrove dans la seule région de Penang et ils sont bien décidés à poursuivre le reboisement.

PHILIPPINES

Gestion des stocks de crabe bleu aux Philippines

Le crabe bleu est le sixième au rang des produits exportés par les Philippines. Néanmoins, malgré son importance, sa surpêche et la destruction de son habitat font peser une lourde menace sur cette ressource, qui en disparaissant, hypothéquerait l'avenir de nombreuses communautés de pêcheurs.

Selon une étude récente menée par le *World Wide Fund* (WWF) concernant les pêches de Sulu-Sulawesi, le volume moyen des prises de crabe bleu est passé de 20 kilos par pêcheur et par jour il y a dix ans à 10 kilos aujourd'hui, lorsque la pêche est bonne. Selon cette même étude, l'absence d'un plan de gestion des ressources de crabe bleu, la faiblesse des politiques qui devraient permettre une gestion efficace et durable et le laxisme en matière de respect de la réglementation empêchent de s'atteler à ces problèmes afin de les résoudre.

Environ deux-tiers des crabes bleus capturés dans la région sont exportés vers l'Asie et les États-Unis d'Amérique. Inquiètes pour leur avenir, certaines

communautés locales envisagent la mise en place d'un système de certification. Le WWF doute de la faisabilité de cette solution, notamment à cause de l'absence de données fiables sur le crabe bleu.

En attendant, le WWF continuera de jouer sa pièce de théâtre "*Blue Crab Primer*" ("Le crabe bleu, mode d'emploi"), une fiction dont l'objectif est de faire comprendre au public que, sans une bonne gestion, la ressource s'épuisera, privant la population de ses bienfaits.

(Source : *World Wide Fund for Nature*, 14 décembre 2001)

KENYA

Les marées rouges menacent la subsistance des pêcheurs kenyans

Au début du mois de février, des milliers de poissons et d'animaux marins morts, raies, requins, thons, tortues et pieuvres, jonchaient les côtes kenyane et somalienne sur plus de 1 000 kilomètres. Des chercheurs de l'Université de Nairobi ont déterminé la cause de ce phénomène : la prolifération d'algues microscopiques toxiques qui paralysent les poissons. Ces "marées rouges", ainsi nommées en raison de la coloration rouge-brun qu'elles donnent aux eaux du littoral, apparaissent lorsque les eaux superficielles deviennent particulièrement chaudes, riches en nutriments et calmes. Les nutriments en excès proviennent généralement des eaux usées et du ruissellement d'engrais terrestres dans la mer.

La marée rouge observée en décembre dernier à Zanzibar (Tanzanie) et ailleurs est le signe d'une pollution croissante dans la partie occidentale de l'océan indien, qui a de fortes conséquences sur les commu-

nautés de pêcheurs. Nombre d'entre eux ont déclaré avoir cessé leurs activités, de peur de l'empoisonnement. Les services des pêches de la région craignent que les toxines ne s'accumulent dans les tissus des poissons, entraînant un réel problème de santé publique.

Grâce à la remontée de masses d'eau fraîche plus profondes, les eaux côtières du Kenya sont naturellement riches en nutriments. Des pêcheurs ont signalé qu'un courant océanique remontant habituellement vers le nord en direction de la Somalie vient de changer de direction et s'écoule maintenant vers le rivage, vers le sud. Ces deux phénomènes combinés pourraient expliquer l'apparition sans précédent de cette marée rouge.

(Source : *New Scientist*, 5 février 2002)

Ouvrages et publications



World Atlas of Coral Reefs (Atlas mondial des récifs coralliens)

Mark Spalding, Corinna Ravillious et Edmund Green

Les récifs coralliens constituent des habitats qui offrent la diversité biologique la plus riche sur notre planète et qui abritent une extraordinaire variété de végétaux et d'animaux marins. Ils sont aussi parmi les écosystèmes les plus fragiles et les plus menacés. Le développement du tourisme de masse, associé à la popularité croissante de la plongée sous-marine, a fait prendre conscience au public du monde entier de l'importance de ces spectaculaires écosystèmes. Les récifs coralliens procurent un habitat essentiel pour les poissons, assurent la subsistance d'espèces en danger ou menacées d'extinction et abritent des tortues et des mammifères marins protégés. Ils offrent de la nourriture en abondance; ils sont une source de revenus et d'emplois grâce au tourisme et aux loisirs sous-marins et prodiguent aux hommes quantité d'autres bienfaits, en fournissant notamment des composants pour l'industrie pharmaceutique.

Pourtant, les récifs coralliens de notre planète se dégradent rapidement sous l'effet des activités humaines, dont la surpêche, le développement des zones côtières, le déversement dans la mer des eaux usées, le ruissellement d'engrais et le dépôt de sédiments.

L'Atlas mondial des récifs coralliens est le premier état des lieux détaillé et complet qui est fait des récifs coralliens de notre planète. Fourmillant d'informations sûres et d'actualité, de cartes extrêmement précises et de textes et d'illustrations fournis par les plus grands experts de la question, cet ouvrage en couleur constitue une référence pour quiconque s'intéresse à cet environnement vital. L'ouvrage contient 84 cartes en couleur et en pleine page, fondées sur les relevés les plus récents, plus de 200 photos en couleur de récifs et d'animaux de récif, ainsi que des images

satellites prises par des astronautes de la NASA au cours de voyages spatiaux réalisés en 2000 et 2001. L'Atlas abonde également en informations sur la géographie, la biodiversité et l'usage fait par l'homme des récifs coralliens, ainsi qu'en détails sur les agressions qui menacent leur existence.

Réalisé par le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature (WCMC) du

Programme des Nations Unies pour l'environnement, bureau des Nations Unies ayant son siège à Cambridge (Angleterre) et chargé de fournir des informations fiables sur l'état de la biodiversité dans le monde, l'Atlas sera un outil indispensable pour les chercheurs, les étudiants, les décideurs et les planificateurs, à l'échelle locale, nationale et internationale.

(Source : <http://www.amazon.com/>)

Mise à jour de la liste des abonnés

Pour garantir le bon fonctionnement de notre service, nous devons nous assurer que les coordonnées auxquelles nous adressons nos publications sont correctes, de manière à éviter d'imprimer trop de copies ou d'en envoyer plusieurs aux mêmes destinataires. Nous pourrions ainsi faire des économies de papier.

Si votre adresse a changé ou si vous souhaitez (ou connaissez quelqu'un qui souhaiterait) apparaître sur la liste des abonnés au bulletin d'information *Hina, les femmes et la pêche* de la CPS, veuillez remplir le formulaire ci-dessous et nous le retourner :

Coordonnées des abonnés au bulletin d'information *Hina, les femmes et la pêche*

Prénom et nom de famille :

Adresse complète :

Téléphone/télécopie :

Mél. :

- Veuillez modifier mes coordonnées comme indiqué ci-dessus
- Veuillez m'inscrire sur la liste de vos abonnés
- Je reçois actuellement des duplicatas et vous prie d'y remédier
- Je reçois actuellement un seul exemplaire du bulletin et souhaiterais à l'avenir en recevoir ...
- Je n'ai plus besoin des copies imprimées du Bulletin, mais veuillez m'informer chaque fois qu'une nouvelle publication apparaît sur le site Internet de la CPS

Le SIRMIP est un projet entrepris conjointement par 5 organisations internationales qui s'occupent de la mise en valeur des ressources halieutiques et marines en Océanie. Sa mise en oeuvre est assurée par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS), l'Agence des pêches du Forum du Pacifique Sud (FFA), l'Université du Pacifique Sud, la Commission océanienne de recherches géoscientifiques appliquées (SOPAC) et le Programme régional océanien de l'environnement (PROE). Ce bulletin est produit par la CPS dans le cadre de ses engagements envers le SIRMIP. Ce projet vise



Système d'Information sur les Ressources Marines des Îles du Pacifique

à mettre l'information sur les ressources marines à la portée des utilisateurs de la région, afin d'aider à rationaliser la mise en valeur et la gestion. Parmi les activités entreprises dans le cadre du SIRMIP, citons la collecte, le catalogage et l'archivage des documents techniques, spécialement des documents à usage interne non publiés; l'évaluation, la remise en forme et la diffusion d'information, la réalisation de recherches documentaires, un service de questions-réponses et de soutien bibliographique, et l'aide à l'élaboration de fonds documentaires et de bases de données sur les ressources marines nationales.